(compte-rendu, rédigé par l'évêque lui-même, de l'audience)

(*archives diocésaines Blois 1 D 14 B*)

Audience du Maréchal Pétain (13 avril 1943)

Étaient présents : Mgr Audollent, Monsieur le chanoine Tournesac, Monsieur Dominique Audollent.

Le Maréchal m'accueille avec bonté, et, constatant que ma vue est affaiblie, me conduit lui-même par le bras à un fauteuil : « Vous devez être bien fatigué par l'administration de votre diocèse ? » –« C'est vrai, Monsieur le Maréchal, mais je suis si bien secondé et aidé que je ne m'en plains pas. »

« Nos populations sont sages et modérées »–« Vous avez donc un diocèse qui n'offre pas de préoccupations ? »

Vous me dites qu'on a des sentiments de fidélité à mon égard. Pas tout le monde. J'ai bousculé bien des gens : juifs, francs-maçons, d'autres. L'élément si nuisible de la franc-maçonnerie est toujours vivant, il a fait beaucoup de mal et continue d'agir dans l'ombre. Un franc-maçon a le droit de mentir, de tromper.

Mes messages on ne les suit pas. Les Français ont l'esprit trop critique : chacun se juge mieux informé que moi et se reconnaît le droit de suivre son seul point de vue personnel.

Les Français ne comprennent pas qu'ils ont été vaincus ; ils me rendent responsable de leurs maux et ne se rendent pas compte de ma vraie situation. C'est la facilité de vivre qui a entraîné nos maux et notre défaite, il faut que la France se ressaisisse pour pouvoir parler dans le nouvel ordre européen.

Au fond, je suis très isolé, les Allemands ont voulu m'isoler. Ils m'ont imposé un chef de gouvernement, je ne pourrais pas en changer sans leur assentiment. Ils m'ont enlevé ceux qui étaient autour de moi. Je suis encerclé, surveillé (gardé à vue). Impossible de rien faire. On ne peut promulguer une loi sans la permission des Allemands.

La guerre se termine, il faut prendre des contacts. Ceux avec qui je tente de le faire sont très polis, mais restent réservés. Je n'ai pas confiance dans tous nos représentant à l'étranger ; ils ne sont pas choisis par moi.

Je remercie le Maréchal de ses messages et de son dévouement sans mesure. Je lui dis qu'on a été très frappé de ce qu'il a dit qu'on saurait plus tard ce qu'il avait épargné à la France.

Il compte beaucoup sur les ouvriers agissant d'accord avec les patrons. Il faut qu'on comprenne qu'il ne peut pas faire tout ce qu'il voudrait. Les ouvriers demandent un relèvement de salaire, et c'est justice, mais le gouvernement allemand s'y oppose, double avantage pour lui : 1°, les ouvriers français acceptent d'aller travailler en Allemagne, parce qu'ils y sont payés plus cher ; 2°, les Allemands achètent meilleur marché en France. L'Allemagne est en train de nous ruiner : nous payons 500 millions par jour, 1 milliard tous les deux jours, 15 milliards par mois ! On peut dire que nous recevons des coups de tous les côtés, d'Angleterre, d'Amérique comme d'Allemagne ; ce sont les avions américains qui ont bombardé récemment Billancourt. « Les Anglais ont été durs pour la France ».

Je le remercie de la lettre qu'il a écrite au cardinal Suhard à l'occasion de la consécration de la France au Coeur Immaculé de Marie ». « C'est vrai, dit-il, mais il faut que les moyens humains s'unissent au secours d'En Haut. »

Je lui demande quelle consigne il me charge de porter à nos populations : « Dites-leur que j'ai confiance dans la Providence. Je pense que, mieux instruits, les Français finiront par comprendre leur devoir ».

Il nous rappelle son action sur les troupes mutinées en 1917 ; il les vit, division par division, les ressaisit, et, jusqu'à la fin de la guerre, il n'y eut plus de fléchissement dans l'armée. S'il a entreprit cette réforme de la France, c'est dans une pensée sociale.

« Il y a deux bases dans ma politique, la Corporation paysanne et la Charte du travail ; les ouvriers sont avec moi, parce que je suis social. Les obstacles viennent de beaucoup de patrons, de bourgeois, qui veulent conserver leurs profits élevés. »

Monsieur Tournesac fait observer que l'opposition à la Charte vient aussi de certains milieux ouvriers. Oui, dit le Maréchal, de ceux qui veulent la lutte des classes. J'ai dû aussi résister aux démocrates-chrétiens.

–« Je sais que je puis compter sur le clergé, je lui suis tout dévoué. Pour les choses religieuses, je me mets toujours d'accord avec le cardinal Suhard qui est un homme très sage, plein de jugement. »

Je lui parle de Monsieur Tournesac et de son action sur la jeunesse. Il me dit qu'il attend beaucoup de ce côté. Il n'y a que l'éducation qui puisse changer la mentalité. Le Maréchal cherche sur sa table, pour l'offrir au directeur des œuvres, une brochure qu'il ne trouve pas.

Je lui parle également de mon frère décédé, des 35, bientôt 36 petits-enfants qu'il laisse, il s'en réjouit et y voit un grand motif d'espoir pour l'avenir.

« Monsieur le Maréchal, lui dis-je aussi, j'ai le souvenir très présent et très doux de vous-même, en 1936, à la légation tchéco-slovaque, où vous étiez présents lorsque Monsieur Osuski me remit la plaque de grand officier du Lion Blanc. Comme j'avais un peu de peine à l'appliquer sur ma soutane, vous me dites : « On voit que vous n'avez pas l'habitude », et vous-même me l'avez placée sur la poitrine. » J'ajoute que j'ai mis de côté cette décoration qui, à l'heure actuelle, ne serait pas de saison. Il me dit : « mes décorations à moi, qu'est-ce qu'elles sont devenues ? Je n'en sais rien, je les ai laissés à Paris, il est probable qu'on est venu fouiller dans les tiroirs et qu'on en a pris un certain nombre ; mais tout cela est très accessoire. »

La Légion, dit Dominique, marche avec vous. Le Maréchal se redressant : « la légion… il y a des millions de Français, et vous êtes 300 à 400 000 ! Qu'est-ce que la légion peut faire ? Il faudrait que je puisse m'appuyer sur une élite. Je ne peux la trouver. S'il n'y avait pas l'occupation, je pourrais la former, mais actuellement c'est impossible. »

Je le remercie enfin de la confiance dont cet entretien témoigne et je lui exprime tous nos vœux pour qu'il reste longtemps à la tête du pays qui a besoin de lui.